

Parlement européen



Prenant la parole devant le P.E, le chancelier autrichien **Sebastian Kurz**, compte faire des questions migratoires la priorité de la présidence de l'UE exercée par son pays pour les six mois à venir.

Concernant la Turquie, il a déclaré : «Compte tenu de l'orientation politique actuelle du président turc Recep Tayyip Erdoğan, il serait souhaitable que Bruxelles mette un terme aux négociations d'adhésion avec Ankara.

La Turquie s'éloigne de l'UE à pas de géant depuis des années et les droits et libertés fondamentaux de la population sont massivement limités depuis des années».

Le chancelier autrichien a également exprimé son indignation sur les libertés civiles de la Turquie, qu'il a déclarées menacées depuis "l'état d'urgence" suite au coup d'Etat militaire échoué de 2016.

(...)



"Assumer la présidence de l'UE c'est créer des liens entre États membres et trouver des compromis. C'est l'inverse de l'instrumentalisation de ce poste pour satisfaire son électorat national. Au lieu d'attiser les peurs en se servant de la question des migrants, Kurz et son gouvernement doivent travailler à la création d'une Europe plus sociale, plus transparente sur le plan fiscal et plus solidaire,» a souligné pour sa part le co-président du groupe des Verts, **Philippe Lamberts**.

(...)

«L'Union européenne investira 160 millions d'euros en Arménie au cours des quatre prochaines années,» a déclaré **Federica Mogherini**, la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité, lors d'un

débat sur les relations UE-Arménie lors de la session plénière du Parlement européen.



"Nous sommes prêts à soutenir de nombreux domaines d'action différents - pour ne citer que quelques exemples - des petites et moyennes entreprises, à aider à améliorer l'environnement des affaires ou à investir dans l'efficacité énergétique. Et la liste pourrait continuer.

Nous sommes prêts à utiliser notre nouveau plan d'investissement extérieur pour encourager l'investissement privé dans des secteurs stratégiques pour l'économie arménienne", a-t-elle ajouté, et de poursuivre :

«Ce fut un grand plaisir d'accueillir le nouveau ministre des Affaires étrangères d'Arménie, Zohrab Mnatsakanian, à Bruxelles, très tôt après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, pour une transition en douceur, démocratique et pacifique pour notre premier Conseil de partenariat avec l'Arménie.

Permettez-moi de dire que nous n'aurions pas pu choisir un meilleur moment pour cette première réunion et ce fut en effet pour moi un plaisir de conclure, d'une manière, un long voyage et en même temps, de commencer un nouveau voyage ensemble. Comme vous le savez tous, en novembre dernier, nous avons signé un accord de partenariat global et renforcé avec l'Arménie. En avril dernier, le Parlement arménien a ratifié l'accord à l'unanimité, le gouvernement d'alors et l'opposition votant ensemble.

Je peux dire, ayant travaillé à la fois avec le gouvernement précédent et maintenant avec le nouveau, que je crois personnellement que toutes les parties arméniennes comprennent très bien qu'un partenariat avec l'Union européenne est vital pour le pays.

Il ne s'agit pas de géopolitique, il ne s'agit pas de sphères d'influence, ce n'est pas un partenariat contre quelqu'un d'autre, c'est un partenariat pour, avant tout, nos citoyens - les citoyens de l'Arménie, nos propres citoyens de l'Union européenne -, pour la croissance économique, pour la création d'emplois et pour des démocraties meilleures et plus fortes. C'est un partenariat qui peut aider à faire avancer les revendications soulevées par le peuple arménien, également dans ce dernier mois.

Le ministre Zohrab Mnatsakanyan m'a informé du programme de réforme ambitieux - très ambitieux - du nouveau gouvernement et des premières mesures concrètes qu'il a déjà prises dans la lutte contre la corruption. Au cours du Conseil de partenariat, nous avons également convenu de l'importance d'un système judiciaire efficace et indépendant, également en tant que condition préalable au développement économique et social. C'est le bon moment pour l'Arménie de travailler sur un nouveau code pénal et un nouveau code de procédure pénale.

Ce sont des réformes importantes - non pas parce que l'Union européenne les demande, mais parce que le peuple arménien les demande. Ils demandent depuis longtemps ces réformes et maintenant, je pense, nous avons les instruments - y compris cet accord - pour accompagner et encourager un gouvernement qui place ces réformes au cœur de leur action», a-t-elle précisé.

Les députés ont donné leur accord mercredi à l'accord de partenariat élargi UE-Arménie (CEPA) - par 573 voix pour, 50 voix contre et 45 abstentions -, ouvrant la voie à une coopération plus approfondie dans différents secteurs.



«Le vote du Parlement européen sur l'accord de partenariat avec l'Arménie est une autre étape importante pour la faire pleinement ratifier,» a déclaré le ministre **Zohrab Mnatsakanian** dans un post Twitter.

Il a remercié les sept Etats qui ont déjà ratifié l'accord : "J'espère avoir d'autres bonnes nouvelles des autres parlements. La CEPA est en application provisoire depuis le 1er juin", a-t-il ajouté.